

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 18 mars 2021**  
(Convocation du 10 mars 2021)

Aujourd'hui, le dix-huit mars deux mille vingt et un à 10h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à l'article 6 de l'Ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020, sous la présidence de Madame Céline SALLES

<b>Conseillers en exercice</b>	
• Nombre	53
• Voix	322
<b>Présents</b>	
• Nombre	30
• Voix	193
<b>Pouvoirs</b>	
• Nombre	2
• Voix	15
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>	
<b>Pour</b>	
• Nombre	32
• Voix	208
<b>Contre</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
<b>Abstention</b>	
• Nombre	0
• Voix	0

Etaient présents en visioconférence :

- Pour les Départements membres : Mesdames et Messieurs Laurence ANCIEN, Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Céline SALLES, Christophe TERRAIN, Gabriel BELLOCQ, Paul CARRERE, Xavier LAGRAVE, Yves LAHOUN, Jean ARRIUBERGE, Patrick CHASSERIAUD, Bernard SOUDAR
- Pour les Régions membres : Monsieur Andde SAINTE-MARIE
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Bernard KRZYNSKI
- Pour les communautés de communes membres : Messieurs Philippe BRETHERS, Pierre LAJUS, Philippe BARON, Philippe CASTETS, Jean-Marc LESCOUTE, Denis LANUSSE, Pierre CAZERES, Jean-Pierre REMY, Laurent NOLIBOIS, Jean-Emmanuel DARGELOS, Francis BETBEDER
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Michel CHANUT, Christian DUCOS, Jean-Jacques DANE, Bernard LABADIE, Daniel ARRIBERE

Etaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : Madame Dominique DEGOS
- Pour les communautés de communes membres : Madame Pascale REQUENNA

Etaient excusés :

- Pour les Départements membres : Messieurs Jean GUILHAS, Bernard POUBLAN, Bernard VERDIER, Gérard CASTET, Francis DUPOUEY, Charles PELANNE, Thierry CARRERE
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Philippe CASTEL
- Pour les communautés de communes membres : Mesdames et Messieurs Isabelle CAZALIS, Christine FOURNADET, Philippe LATRY, Michel CUYAUBE, Didier GAUGEACQ, Jean-Michel LE BIHAN, Christophe PUGNETTI, Jean-Yves ARRESTAT, Patrick MAUNAS
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Didier SAKELLARIDES, Michel BAREYT, Antoine LEQUERTIER, Bernard LOUGAROT

Secrétaire de séance : Madame Christiane AUTIGEON



**OBJET : Conventions / Risques fluviaux - Conventions de délégation d'une partie de la compétence GEMAPI : avenants portant modification des conventions de délégation pour l'exercice d'une partie de la compétence GEMAPI**

**Exposé des motifs :**

Par délibérations n°66-2017, n°72-2017 et n°82-2017, il a été décidé de proposer aux EPCI-FP qui le souhaitent des conventions de délégation de compétence pour l'exercice de missions relevant de la partie « prévention des inondations » de la compétence GEMAPI

Dans ce cadre, des conventionnements ont été établis avec plusieurs EPCI-FP du bassin parmi lesquels :

- La communauté de communes d'Aire-sur-l'Adour (CCAsA) ;
- La communauté de communes du Pays Grenadois (CCPG) ;
- La communauté de communes Terres de Chalosse (CCTC) ;
- La communauté de communes des Luys en Béarn (CCLB) ;
- La communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées (CAPBP).

Ces différentes conventions doivent aujourd'hui faire l'objet d'avenants afin d'intégrer de nouveaux paramètres liés aux événements climatiques de décembre 2020 ou à l'aboutissement de procédures de commande publique.

Ainsi, dans le détail, l'objet de ces avenants concernent :

- La réalisation des travaux post-crues sur les ouvrages de protection contre les inondations pour la CCAsA, la CCPG et la CCTC ;
- L'actualisation des coûts de réalisation d'études relatives aux inondations sur le sous-bassin des Luys suite aux résultats de l'appel d'offres ouvert, la prolongation de la délégation et la modification du cadre comptable des études mentionnées ci-dessus pour la CCLB et la CAPBP

**LE COMITE SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

**DECIDE**

**Article 1**

- D'approuver les termes des avenants aux conventions de délégation à intervenir avec les communautés de communes d'Aire-sur-l'Adour, du Pays Grenadois, Terres de Chalosse, des Luys en Béarn et la communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées,
- D'autoriser le Président à les signer ainsi que l'ensemble des documents y afférant, et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision.

**Article 2**

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 18 mars 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE



**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 08/04/2021

Reçu en préfecture le 08/04/2021



ID : 040-254002264-20210318-CS30\_2021-DE



## CONVENTION - AVENANT n° 6

**Délégation d'une partie de la compétence GEMAPI au titre des articles L. 1111-8 et R.1111-1 du code général des collectivités territoriales**

**Avenant n° 6 à la convention**

**Entre :**

L'INSTITUTION ADOUR, domiciliée 38 rue Victor Hugo 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président Paul CARRÈRE, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération du comité syndical n° 30/2021 en date du 18 mars 2021,

ci-après dénommée : l'**INSTITUTION ADOUR**

**Et :**

La communauté de communes d'Aire-sur-l'Adour, domiciliée 7 boulevard de la gare - 40800 Aire-sur-l'Adour, représentée par son président, Philippe BRETHERS, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération du conseil communautaire n° en date du ,

ci-après dénommée : la **COMMUNAUTE DE COMMUNES**

**Considérant :**

- La convention de délégation de la compétence GEMAPI au titre des articles L. 1111-8 et R. 1111-1 du code général des collectivités territoriales signée le 23 janvier 2018 entre l'Institution Adour et la communauté de communes d'Aire-sur-l'Adour,
- Les avenants n° 1, n° 2, n° 3, n° 4 et n° 5 à la convention de délégation de la compétence GEMAPI au titre des articles L. 1111-8 et R. 1111-1 du code général des collectivités territoriales précitée signés respectivement le 7 mai 2018, le 5 octobre 2018, le 9 juillet 2019, le 29 juillet 2020 et le 7 janvier 2021 entre l'Institution Adour et la communauté de communes d'Aire-sur-l'Adour,
- La convention pour la réalisation des travaux d'urgence à intervenir sur la digue de protection contre les inondations de la Plaine, implantée en rive gauche de l'Adour sur la commune d'Aire-sur-l'Adour, suite aux crues de décembre 2020 signée le entre l'Institution Adour, la communauté de communes d'Aire-sur-l'Adour et le Département des Landes,
- La crue de l'Adour de décembre 2020, les désordres survenus à cette occasion sur l'ouvrage de protection contre les inondations de la Plaine à Aire-sur-l'Adour et les résultats des consultations des entreprises nécessaires à la reprise de cet ouvrage,

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT**





## **ARTICLE 1 : OBJETS DE L'AVENANT**

L'avenant a pour objets :

- De déléguer à l'Institution Adour la réalisation des travaux de confortement de l'ouvrage de protection de la Plaine à Aire-sur-l'Adour suite aux désordres consécutifs de la crue de décembre 2020 d'un montant de 20 690,00 € HT ;
- De modifier en conséquence l'article 7 : cadre financier de la délégation pour établir les modalités de versement de cette opération de la manière suivante : versement de la participation de la communauté de communes à l'issue de la réception des travaux conformément au plan de financement définitif de l'opération (2021).
- De valider le plan de financement prévisionnel de cette nouvelle opération comme mentionné en annexe 3 au présent avenant étant précisé que, à l'achèvement de l'opération et sur la base du décompte définitif des dépenses ainsi que du plan de financement définitif, la totalité des restes à charge éventuels relèveront de la communauté de communes.

Fait à Mont-de-Marsan, le

**Paul CARRERE**  
Président de l'Institution Adour

Fait à Aire-sur-l'Adour, le

**Philippe BRETHERS**  
Président de la communauté de communes  
d'Aire-sur-l'Adour

Liste des pièces jointes du présent avenant n°6 :

- Annexe 1 : délibération n° du conseil communautaire de la communauté de communes d'Aire-sur-l'Adour en date du
- Annexe 2 : délibération n°30/2021 du comité syndical de l'Institution Adour en date du 18 mars 2021
- Annexe 3 de l'avenant n°6 : Nouvelle opération et plan de financement prévisionnel associé introduite par cet avenant n°6 à conduire par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence



**Annexe 3 de l'avenant n° 6 : Nouvelle opération et plan de financement prévisionnel associé introduite par cet avenant n° 6 à conclure par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence**

ACTIONS DELEGUEES A L'INSTITUTION ADOUR	COUT PREVISIONNEL	PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL	PARTICIPATION PREVISIONNELLE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES D'AIRE-SUR-L'ADOUR
Travaux d'urgence consécutifs à la crue de décembre 2020 sur l'ouvrage digue de la Plaine à Aire-sur-l'Adour	20 260,00 € HT	30% État 30% Département des Landes 20% Région Nouvelle-Aquitaine 20% Institution Adour (CCAsA)	4 138,00 €
<b>TOTAL</b>			<b>4 138,00 €</b>





**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 08/04/2021

Reçu en préfecture le 08/04/2021

ID : 040-254002264-20210318-CS30\_2021-DE



## CONVENTION - AVENANT n° 4

**Délégation d'une partie de la compétence GEMAPI au  
titre des articles L. 1111-8 et R.1111-1 du code général  
des collectivités territoriales**

**Avenant n° 4 à la convention**

**Entre :**

L'INSTITUTION ADOUR, domiciliée 38 rue Victor Hugo 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président Paul CARRÈRE, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération du comité syndical n° 30/2021 en date du 18 mars 2021

ci-après dénommée : l'INSTITUTION ADOUR

**Et :**

La communauté de communes du Pays Grenadois, domiciliée 14 place des tilleuls - 40280 Grenade-sur-l'Adour, représentée par son président, Jean-Luc LAFENETRE, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération du conseil communautaire n° en date du ,

ci-après dénommée : la COMMUNAUTE DE COMMUNES

**Considérant :**

- La convention de délégation de la compétence GEMAPI au titre des articles L. 1111-8 et R. 1111-1 du code général des collectivités territoriales signée le 10 janvier 2018 entre l'Institution Adour et la communauté de communes du pays Grenadois,
- Les avenants n° 1, n° 2 et n° 3 à la convention de délégation de la compétence GEMAPI au titre des articles L. 1111-8 et R. 1111-1 du code général des collectivités territoriales précitée signés respectivement le 7 mai 2018, le 6 juillet 2020 et le 7 janvier 2021 entre l'Institution Adour et la communauté de communes du Pays Grenadois,
- La crue de l'Adour de décembre 2020, les désordres survenus à cette occasion sur l'ouvrage de protection contre les inondations Pénich - Laburthe à Larrivière-Saint-Savin et les résultats des consultations des entreprises nécessaires à la reprise de cet ouvrage,
- Le décret n° 2019-895 du 28 août 2019 portant diverses dispositions d'adaptation des règles relatives aux ouvrages de prévention des inondations,
- La convention pour la réalisation des travaux d'urgence à intervenir sur la digue de protection contre les inondations Pénich - Laburthe à Larrivière-Saint-Savin, suite aux crues de décembre 2020 signée le entre l'Institution Adour, la communauté de communes du Pays Grenadois et le Département des Landes,
- La délibération n° du du conseil communautaire de la communauté de communes du Pays Grenadois relatif au classement de l'ouvrage Pénich-Laburthe en système d'endiguement,

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT**







## **ARTICLE 1 : OBJETS DE L'AVENANT**

L'avenant a pour objets :

- De déléguer à l'Institution Adour la réalisation des travaux de recul de la partie aval de l'ouvrage de protection contre les inondations Pénich - Laburthe à Larrivière-Saint-Savin suite aux désordres consécutifs de la crue de décembre 2020 et d'un montant prévisionnel de 290 000,00 € HT ;
- De modifier en conséquence l'article 7 : cadre financier de la délégation pour établir les modalités de versement de cette opération de la manière suivante : versement de la participation de la communauté de communes à l'issue de la réception des travaux conformément au plan de financement définitif de l'opération.
- De valider le plan de financement prévisionnel de cette nouvelle opération comme mentionné en annexe 3 au présent avenant étant précisé que, à l'achèvement de l'opération et sur la base du décompte définitif des dépenses ainsi que du plan de financement définitif, la totalité des restes à charge éventuels relèveront de la communauté de communes.

Fait à Mont-de-Marsan, le

Fait à Grenade-sur-l'Adour, le

**Paul CARRERE**  
Président de l'Institution Adour

**Jean-Luc LAFENETRE**  
Président de la communauté de communes  
du pays Grenadois

Liste des pièces jointes du présent avenant n° 4 :

- Annexe 1 : délibération n° du conseil communautaire de la communauté de communes du Pays Grenadois en date du
- Annexe 2 : délibération n° 30/2021 du comité syndical de l'Institution Adour en date du 18 mars 2021
- Annexe 3 de l'avenant n° 4 : Nouvelle opération et plan de financement prévisionnel associé introduite par cet avenant n° 4 à conduire par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence



**Annexe 3 de l'avenant n° 4 : Nouvelle opération et plan de financement prévisionnel associé introduite par cet avenant n° 4 conduit par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence**

ACTIONS DELEGUEES A L'INSTITUTION ADOUR	COUT PREVISIONNEL	PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL	PARTICIPATION PREVISIONNELLE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS GRENADOIS
Travaux de recul de la partie aval de l'ouvrage Pénich - Laburthe à Larrivière-Saint-Savin suite à la crue de décembre 2020	290 000,00 € HT	30% État 20% Région Nouvelle-Aquitaine 30% CD40 20% Institution Adour (CCPG)	58 000 €
<b>TOTAL</b>			<b>58 000 €</b>





**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 08/04/2021

Reçu en préfecture le 08/04/2021



ID : 040-254002264-20210318-CS30\_2021-DE



## CONVENTION - AVENANT n° 4

**Délégation d'une partie de la compétence GEMAPI au  
titre des articles L. 1111-8 et R.1111-1 du code général  
des collectivités territoriales**

**Avenant n° 4 à la convention**

**Entre :**

L'INSTITUTION ADOUR, domiciliée 38 rue Victor Hugo 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président Paul CARRÈRE, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération du comité syndical n°30/2021 en date du 18 mars 2021,

ci-après dénommée : l'**INSTITUTION ADOUR**

**Et :**

La communauté de communes Terres de Chalosse, domiciliée BP5 - 40380 Montfort-en-Chalosse, représentée par son président, Didier Gaujacq, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération du conseil communautaire n° en date du ,

ci-après dénommée : la **COMMUNAUTE DE COMMUNES**

**Considérant :**

- La convention de délégation de la compétence GEMAPI au titre des articles L. 1111-8 et R. 1111-1 du code général des collectivités territoriales signée le 31 janvier 2018 entre l'Institution Adour et la communauté de communes terres de Chalosse,
- Les avenants n°1, n°2 et n°3 à la convention de délégation de la compétence GEMAPI au titre des articles L. 1111-8 et R. 1111-1 du code général des collectivités territoriales précitée signés respectivement le 11 juillet 2018, le 16 juin 2020 et le 4 février 2021 entre l'Institution Adour et la communauté de communes Terres de Chalosse,
- La convention de partenariat pour l'animation et la mise en œuvre du programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'agglomération dacquoise signée le 13 février 2020 entre l'Institution Adour, la communauté de communes Terres de Chalosse, la communauté de communes du Pays Tarusate, la communauté de communes Maremne Adour côte sud et la communauté d'agglomération du Grand Dax et son avenant n°1 signé le 6 mai 2020,
- La convention pour la réalisation des travaux d'urgence à intervenir sur la digue de protection contre les inondations RD10 - Maisonnave, implantée en rive gauche de l'Adour sur les communes du Vicq-d'Auribat, Onard, Gousse et Saint-Jean-de-Lier, suite aux crues de décembre 2020 signée le entre l'Institution Adour, la communauté de communes Terres de Chalosse et le Département des Landes,
- Les crues de l'Adour de décembre 2020 et février 2021, les désordres survenus à ces occasions sur l'ouvrage de protection contre les inondations Maisonnave / RD10,
- Les réflexions en cours quant au classement des ouvrages de protection contre les inondations et notamment la réalisation de « l'étude relative au devenir de l'ouvrage de protection contre les inondations Maisonnave / RD10 », action 1.9 du programme d'actions de prévention des inondations de l'agglomération dacquoise,
- Le décret n°2019-895 du 28 août 2019 portant diverses dispositions d'adaptation des règles relatives aux ouvrages de prévention des inondations,
- Les besoins d'accompagnement technique, administratif et réglementaire par l'établissement public territorial de bassin, gestionnaire historique de la plupart des ouvrages de protection contre les inondations du bassin de l'Adour, auprès des EPCI-FP compétentes depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 en matière de GEMAPI,

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT**



**ARTICLE 1 : OBJETS DE L'AVENANT**

L'avenant a pour objets :

- De déléguer à l'Institution Adour la réalisation des « travaux d'urgence nécessaires consécutifs des crues de décembre 2020 et février 2021 sur la totalité de l'ouvrage Maisonnave / RD10 » d'un montant total prévisionnel engagé de 152 579,00 € € HT.
- De modifier en conséquence l'article 7 : cadre financier de la délégation pour établir les modalités de versement de l'opération visée ci-dessus de la manière suivante :
  - « Travaux d'urgence nécessaires consécutifs des crues de décembre 2020 sur la totalité de l'ouvrage Maisonnave / RD10 » : versement de la participation de communauté de communes à l'issue de la réception des travaux sur la base du décompte définitif des dépenses ainsi que du plan de financement définitif, la totalité des restes à charge relèveront de la communauté de communes,
  - « Travaux d'urgence nécessaires consécutifs des crues de février 2021 sur la totalité de l'ouvrage Maisonnave / RD10 » : versement de la participation de communauté de communes à l'issue de la réception des travaux sur la base du décompte définitif des dépenses ainsi que du plan de financement définitif, la totalité des restes à charge relèveront de la communauté de communes
- De valider les plans de financement prévisionnels de ces nouvelles opérations comme mentionné en annexe 3 au présent avenant étant précisé que, à l'achèvement des opérations et sur la base des décomptes définitifs des dépenses ainsi que des plan de financement définitifs, la totalité des restes à charge éventuels relèveront de la communauté de communes.

Fait à Mont-de-Marsan, le

**Paul CARRERE**  
Président de l'Institution Adour

Fait à Montfort-en-Chalosse, le

**Didier GAUJACQ**  
Président de la communauté de communes  
Terres de Chalosse

Liste des pièces jointes du présent avenant n°4 :

- Annexe 1 : délibération n° du conseil communautaire de la communauté de communes Terres de Chalosse en date du
- Annexe 2 : délibération n°30/2021 du comité syndical de l'Institution Adour en date du 18 mars 2021
- Annexe 3 : liste et plans de financements prévisionnels afférents aux nouvelles opérations introduites par cet avenant n°4 à conduire par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence



**Annexe 3 de l'avenant n° 4 : Liste et plans de financements prévisionnels des nouvelles opérations introduites par cet avenant n° 4 à conclure par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence**

ACTIONS DELEGUEES A L'INSTITUTION ADOUR	COUT PREVISIONNEL	PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL	PARTICIPATION PREVISIONNELLE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES TERRES DE CHALOSSE
Travaux d'urgence consécutifs à la crue de décembre 2020 sur l'ouvrage Maisonnave / RD10	137 479 € HT	30% État 20% Région Nouvelle-Aquitaine 30% Département des Landes 20% Institution Adour (CCTC)	27 495,80 €
Travaux d'urgence consécutifs à la crue de février 2021 sur l'ouvrage Maisonnave / RD10	15 100 € HT	30% État 20% Région Nouvelle-Aquitaine 30% Département des Landes 20% Institution Adour (CCTC)	3 020,00 €
<b>TOTAL</b>			<b>30 515,80 €</b>





**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 08/04/2021

Reçu en préfecture le 08/04/2021



ID : 040-254002264-20210318-CS30\_2021-DE



**Luys**enbéarn  
communauté de communes

## CONVENTION - AVENANT n° 1

**Délégation d'une partie de la compétence GEMAPI au  
titre des articles L. 1111-8 et R.1111-1 du code général  
des collectivités territoriales**

**Avenant n° 1 à la convention**



**Entre :**

L'INSTITUTION ADOUR, domiciliée 38 rue Victor Hugo 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président Paul CARRÈRE, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération du comité syndical n° 30/2021 en date du 18 mars 2021,

ci-après dénommée : l'**EPTB**

**Et :**

La communauté de communes des Luys en Béarn, domiciliée 68 chemin de Pau - 64121 Serres-Castet, représentée par son président, Bernard PEYROULET, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération du conseil communautaire n° en date du ,

ci-après dénommée : la **CCLB**

**Considérant :**

- La convention de délégation de la compétence GEMAPI au titre des articles L. 1111-8 et R. 1111-1 du code général des collectivités territoriales signée le 2 septembre 2020 entre l'Institution Adour et la communauté de communes des Luys en Béarn,
- Les résultats de la consultation des entreprises relatives aux études déléguées par la communauté de communes à l'Institution Adour, le démarrage effectif et la durée desdites études,
- Les réserves relatives au concours financier du FEDER aux études concernées

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT**







## **ARTICLE 1 : OBJETS DE L'AVENANT**

L'avenant a pour objets :

- De préciser le cadre comptable de la délégation dans l'article 7. En plus de faire l'objet d'une identification particulière dans le cadre d'un suivi analytique du budget de l'EPTB, certaines opérations, listées ci-après dans l'annexe 3 du présent avenant, seront enregistrées comme des opérations sous mandat au compte 458 de la collectivité délégataire.
- De préciser, au travers de l'annexe n° 3, les coûts de réalisations des actions déléguées à l'EPTB au regard du résultat de la procédure d'appel d'offres ouvert ;
- D'établir, au travers de l'annexe n° 3, les nouveaux plans de financement prévisionnels en l'absence d'une participation financière du FEDER Nouvelle-Aquitaine.

Fait à Mont-de-Marsan, le

Fait à Serres-Castet, le

**Paul CARRERE**  
Président de l'Institution Adour

**Bernard PEYROULET**  
Président de la communauté de communes  
des Luys en Béarn

Liste des pièces jointes du présent avenant n° 1 :

- Annexe 1 : délibération n°            du conseil communautaire de la communauté de communes des Luys en Béarn en date du
- Annexe 2 : délibération n° 30/2021 du comité syndical de l'Institution Adour en date du 18 mars 2021
- Annexe 3 : liste et plans de financements prévisionnels afférents aux opérations à conduire par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence





**Annexe n° 3 : Liste et plans de financements prévisionnels des actions déléguées à l'Institution Adour par la communauté de communes du Luy de Béarn**

Actions déléguées à l'Institution Adour	Coût		Plan de financement prévisionnel	Participation prévisionnelle de la CCLB
Diagnostic technique de points noirs hydrauliques, recherche de solutions et définition des compétences <b>Opération sous mandat n° 002</b>	29 579,04 €	TTC	20 % AEAG (5 915,80 €) 80% EPCI-FP	23 663,24 €
Etude hydraulique analyse coût / bénéfice sur le bassin versant du Luy de Béarn sur le périmètre des communes de Montardon, Serres-Castet et Sauvagnon <b>Opération sous mandat n° 006</b>	43 818,00 €	TTC	20 % AEAG (8 763,60 €) 80% EPCI-FP	35 054,40 €
Acquisition de données et accompagnement technique	25 372,00 €	TTC	20 % AEAG (5 074,40 €) 80% EPCI-FP (20 297,60 €)	8 295,63 €
<i>Total participation CCLB</i>				<i>67 013,27 €</i>





**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 08/04/2021

Reçu en préfecture le 08/04/2021



ID : 040-254002264-20210318-CS30\_2021-DE

**PAU** BÉARN  
PYRÉNÉES  
Communauté d'Agglomération

## CONVENTION - AVENANT n° 1

**Délégation d'une partie de la compétence GEMAPI au  
titre des articles L. 1111-8 et R.1111-1 du code général  
des collectivités territoriales**

**Avenant n° 1 à la convention**



**Entre :**

L'INSTITUTION ADOUR, domiciliée 38 rue Victor Hugo 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président Paul CARRÈRE, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération du comité syndical n°30/2021 en date du 18 mars 2021,

ci-après dénommée : l'EPTB

**Et :**

La communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées, Hôtel de France, 2bis Place Royale - 64010 PAU, représentée par son président, François Bayrou, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération n° en date du 25 mars 2021,

ci-après dénommée : la CAPBP

**Considérant :**

- La convention de délégation de la compétence GEMAPI au titre des articles L. 1111-8 et R. 1111-1 du code général des collectivités territoriales signée le 16 juin 2020 entre l'Institution Adour et la communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées,
- Les résultats de la consultation des entreprises relatives aux études déléguées par la communauté d'agglomération à l'Institution Adour, le démarrage effectif et la durée desdites études,
- Les réserves relatives au concours financier du FEDER aux études concernées,

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV**





## **ARTICLE 1 : OBJETS DE L'AVENANT**

L'avenant a pour objets :

- De préciser le cadre comptable de la délégation dans l'article 7. En plus de faire l'objet d'une identification particulière dans le cadre d'un suivi analytique du budget de l'EPTB, l'opération listée ci-après dans l'annexe 3 du présent avenant sera enregistrée comme une opération sous mandat au compte 458 de la collectivité délégataire ;
- De préciser les coûts de réalisations des actions déléguées à l'EPTB au regard du résultat de la procédure d'appel d'offres ouvert ;
- D'établir les nouveaux plans de financement prévisionnels avec ou sans la participation financière du FEDER Nouvelle-Aquitaine ;
- De modifier l'article 2 « Durée » de la convention de délégation pour porter celle-ci du 31 décembre 2021 au 31 mars 2022 ;
- De modifier l'article 4 « objectifs à atteindre et indicateurs de suivi / réalisation » pour fixer l'objectif de réalisation de l'étude au 31 mars 2022.

Toutes les modifications du plan de financement initial sont précisées dans l'annexe n°3 au présent avenant.

Fait à Mont-de-Marsan, le

Fait à Pau, le

**Paul CARRERE**  
Président de l'Institution Adour

**François BAYROU**  
Président de communauté d'agglomération Pau  
Béarn Pyrénées

Liste des pièces jointes du présent avenant n°1 :

- Annexe 1 : délibération n° du conseil communautaire de la communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées en date du 25 mars 2021
- Annexe 2 : délibération n°30/2021 du comité syndical de l'Institution Adour en date du 18 mars 2021
- Annexe 3 : plan de financement prévisionnel afférent aux actions à conduire par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence





**Annexe n° 3 : Plan de financement prévisionnel des actions déléguées à l'Institution Adour  
par la communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées**

ACTIONS DELEGUEES A L'INSTITUTION ADOUR	COUT	PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL <u>AVEC FINANCEMENT FEDER</u>	PARTICIPATION PREVISIONNELLE DE LA CAPBP <u>AVEC FINANCEMENT FEDER</u>	PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL <u>SANS FINANCEMENT FEDER</u>	PARTICIPATION PREVISIONNELLE DE LA CAPBP <u>SANS FINANCEMENT FEDER</u>
Diagnostic technique de points noirs hydrauliques, recherche de solutions et définition des compétences (opération sous mandat n°003)	11 000 € TTC	60% FEDER (6 600 €) 20% AEAG (2 200 €) 20% CAPBP (2 200 €)	2 200 €	0% FEDER 20% AEAG (2 200 €) 80% CAPBP (8 800 €)	8 800 €
Acquisition de données et accompagnement technique	2 000 € TTC	60% FEDER (1 200 €) 20% AEAG (400 €) 20% CAPBP (400 €)	400 €	0% FEDER 20% AEAG (400 €) 80% CAPBP (1600 €)	1 600 €
<b>TOTAL</b>			<b>2 600 €</b>		<b>10 400 €</b>

